

## CADRE LOGIQUE D'ANALYSE DES DONNEES

Nom de la Commune : **BLITTA**

Nombre d'habitants : **12 840**

Superficie : **404 km<sup>2</sup>**

Nombre de cantons : **05**

Nombre de villages : **25**

Nombre de quartiers : .....

Nom de l'actuel maire : **ADEWI Komi**

Nombre de Conseillers : .....

Contacts : (00228) **90 08 64 22**

BP : .....

<b>GENERALITES</b>	
<b>Superficie</b>	404 km <sup>2</sup>
<b>Nombre d'habitants</b>	12850 en 2010
<b>Limites</b>	Sud : Tchaloudè, Nord : Sotouboua (Yomaboua), Est : Sotouboua (Kazaboua), Ouest : Pagala Village
<b>Cantons et villages</b>	Canton de Blitta Gare (Blitta Gare, Tondja, Kpawa, You, Tindjassi, Boukari Copé) Canton de Blitta Village (Finandè, Kokonadè, Lawaï, Blitta Losso, Tchangaidè, Kataképé et Blitta Village) Canton de Yaloumbè (Yaloumbè, Lamawéré, Yaloumbè Losso, Défalé Copé, Poudè) Waragni (Malika, Powai, Katakpa, Adjigbé) Canton de Doufouli (Doufouli, Amalaklè, Tourkpan)
<b>Groupes ethniques</b>	Kabyè, Losso, Lamba, Agnanga, Kotocoli, Fon, Ewè, Bassar, Haoussa, Peulh, Moba, Tchamba, Adja Ewé
<b>Groupes religieux</b>	Animisme, Islam, Catholicisme, Protestants (Pentecôtiste, Baptiste, , Vie profonde, Advantiste)
<b>Groupes politiques</b>	UNIR, CAR, CPP, UFC, ANC, PDR, ADP
<b>Principales activités économiques</b>	Agriculture, commerce, extraction du gravier et du sable, artisanat, élevage, fabrication du charbon, transformation (Tchouk, gari, soja), services publics et privés, <b>micro finances</b>
<b>Activités socio culturelle</b>	Groupes folkloriques (sintou Djandjangou, Femmes chanteuses, Evala, Kondona, Kpandjama, Kamou, Simpa, Sô, Bobobo) Sports, Football, Fête traditionnelle des Ignames (Kiyèna, Boyila), Mariages religieux (surtout chez les musulmans), Danses animistes (Atingali)
<b>Processus de décentralisation</b>	Certains pensent que la décentralisation est la gestion des collectivités par elles-mêmes pour elles-mêmes ; Et l'Etat et ses partenaires viennent en appui. Elle n'est pas encore effective, mais il a des avancées engagées par les ONG telles que Plan

	Togo dans son processus de gestion communautaire de projets (GCP), ainsi que les sensibilisations sur la décentralisation Les populations concernées ne sont pas bien informées et éduquées sur le processus ; Incertitude de certain par rapport à l'effectivité de la décentralisation.
<b>ACTEURS/INSTITUTION DE DEVELOPPEMENT DE LA COMMUNE</b>	
<b>Acteurs concernés par le développement de la commune</b>	La préfecture, la commune, les collectivités locales, les élus locaux, les services déconcentrés et/ou techniques de l'Etat (ICAT, TP, DRAEP), la société civile (ONG, Association, syndicats, confessions religieuses, Groupements), CVD, CDQ, Chefferies, partenaires en développement, les acteurs du secteur informel (commerçants, artisans), population
<b>Catégorie d'acteurs du secteur formel</b>	ONG (Plan Togo, Défis et Développement (2D), RADAR, AJA, AGAIB, ARADEF-Afrique, APDF, CARD, ADESCO), micro finances (COOPEC, URCLEC, Champagne Ardenne), services déconcentrés de l'Etat (service des impôts), Conseil National des Chargeurs du Togo, chemin de fer (Ropani), Stations d'essence,
<b>Catégorie d'acteurs du secteur informel</b>	Artisans (coiffeurs, tailleurs, maçons, menuisiers, électriciens), commerçants, transporteurs, boutiques, hôtels, bars, exploitants de sable et gravier, exploitants de bois,
<b>Services techniques et /ou financiers qui accompagnent les actions de développement de la commune</b>	Direction Préfectorale de l'Action Sociale (DPAS), Direction Préfectorale de l'Agriculture de l'Elevage et de la Pêche (DPAEP), Direction Préfectorale de l'Environnement, l'inspection de la jeunesse des sports et culture, Nouvelle Société Cotonnière du Togo (CSCT), technicien génie civil, ESOP, Office de Développement et d'Exploitation des ressources Forestières (ODEF), Cadre de Concertation des Acteurs de Développement de la préfecture de Blitta (CCADB) COOPEC, URCLEC, ONG 2D, Champagne Ardenne
<b>La diaspora de Blitta dans le développement de la commune</b>	La place de la diaspora est faible, négligeable ; on ne voit pas leur action dans le développement de la commune
<b>Ce qu'il faut faire pour impliquer davantage la diaspora dans le développement de la commune</b>	Les résidents doivent se mettre ensemble et réfléchir sur les problèmes de leur localité et solliciter l'appui de la diaspora la diaspora dans la résolution de ces problèmes. Recenser la diaspora, l'amener à se connaître et à se mettre en association, communiquer avec elle, lui exprimer les besoins de la commune ; Organiser des journées de réflexion avec la diaspora, sur les actions de développement de la commune, présenter à la diaspora le plan de développement et sa contribution dans la réalisation des actions, rassurer à la diaspora la sécurité de leur vie,
<b>La perception de</b>	Pour certains, l'implication du gouvernement et de l'administration dans le développement de la commune est faible par

<b>l'implication du gouvernement et de l'administration publique dans le développement dans les actions de développement de la commune</b>	<p>rapport à celle des ONG. Il n'y a pas de suivi dans la réalisation des actions de développement, elle est insuffisante, manque de collaboration avec d'autres acteurs de développement (services techniques; ONG)</p> <p>Pour d'autres, les actions du gouvernement et de l'administration sont plus vastes : électrification, eau potable, le domaine de la santé, ouverture des routes ; rapprochement (déconcentration) des services aux administrés par exemple la justice, le service des TP, des impôts...</p>
<b>RESSOURCES DE LA COMMUNE</b>	
<b>Humaines</b>	Population active, mains d'œuvre peu qualifiée, mains d'œuvre non qualifiée abondante, ouvriers (maçons, menuisiers, électriciens...), technicien supérieur génie civile, artisan, diplômés en études supérieures, plantation de tecks, services techniques
<b>Matérielles</b>	Disponibilité de terrain (pour l'agriculture et pour l'installation des infrastructures) école, hôpital, bois, sables, graviers, produits agricoles, existences d'infrastructures routière et sociocommunautaire
<b>Financières</b>	Existences de petits marchés, Parking, ticket de marché impôts
<b>Ressources suffisamment exploitées</b>	Bois, graviers, sables, produits agricoles sont suffisamment exploités. Cependant, les ressources humaines sont très faiblement exploitées
<b>Cause s</b>	Moyens limités (utilisation des outils rudimentaires, pas de chantier, niveau de la population est bas, Insuffisance de moyens financiers, pas de projets de développement, pas de sources d'emploi, manque de formation pour la main d'œuvre, les acteurs de développement et la population ne s'intéressent pas aux actions de développement, les jeunes n'entreprennent pas initiative, la commune est enclavée, elle n'est pas ouverte sur d'autre communes
<b>MECANISME ET INSTRUMENT DE DEVELOPPEMENT DE LA COMMUNE</b>	
<b>Actions urgentes à entreprendre pour le développement de la commune</b>	Ouvrir et aménager les infrastructures routières, entreprendre l'adduction d'eau potable, étendre le réseau électrique à toute la commune, aider les agriculteurs à se mettre en groupement et les appuyer sur le plan technique, matériel et financier, mettre en place les institutions financières (banques) dans la commune ; appuyer les ONGs dans les actions de développement, construire les locaux adaptés aux services déconcentrés de l'Etat ; créer les services déconcentrés de l'Etat restants ; construire les hangars du marché, mettre en place les infrastructures d'hygiène et assainissement, créer les unités de transformation des produits agricoles, construction des magasins de stockages, sensibiliser la population sur la citoyenneté, équiper les services en matériels et en personnel, renforcer les capacités des encadreurs agricoles, sensibiliser la population sur ce qu'elle doit faire pour se prendre en charge, créer les entreprises, mettre en place les centres de santé

	dans certains quartiers,
<b>Les acteurs directement concernés par ces actions</b>	Opérateurs économiques, les Chefferies, la population, les CVD, les CDQ, les ONG, partenaires externes, autorités communales, l'Etat à travers ses services déconcentrés (ICAT, DPAEP, DPS ...), Associations, Société Civile, les groupements
<b>Stratégies de mobilisation de tous ses acteurs autour d'un objectif partagé du développement de la commune</b>	Elaborer un plan de communication entre tous ces acteurs ; mettre en place un cadre de concertation, impliquer la population depuis l'identification des problèmes jusqu'au suivi évaluation des projets, regrouper les acteurs de développement, les former et créer un quadrilogue entre eux composé de l'administration locale, le gouvernement, les partenaires techniques et financiers, la société civile (ONG, Associations , Groupements, syndicats, confessions religieuses), mettre en place un comité de suivi,
<b>Utilisation faite des instruments d'orientation des politiques et actions publiques (DSRP, documents de politique sectorielles : santé, éducation, sport, aménagement du territoire, eau et assainissement) par les acteurs de développement</b>	Utilisation est à 50%, très peu utilisés, certains acteurs ne disposent ou ne s'intéressent pas de ces instruments d'orientation, d'autres ne savent pas qu'ils existent, ces documents ne sont accessibles à tous les acteurs et par conséquent ne sont utiliser par les acteurs de développement
<b>La perception de la réalisation d'un plan de développement de la commune (PDC)</b>	C'est bien d'élaborer un plan d'action de développement de la commune, il faudrait que son exécution soit effective et impliquer tous les acteurs et les bénéficiaires ; le plan d'action permet de connaître les besoins de la commune et de réveiller les acteurs afin qu'ils puissent mener des actions de développement, il servira donc de cheval de bataille pour ces acteurs de développement.
<b>VISIONS ET SUGGESTIONS</b>	
<b>Visions pour la commune</b>	Il y a espoir, la commune de Blitta à toutes les chances de devenir une grande ville, parce qu'elle est en création et surtout avec les élections locales; les conditions de vie des populations vont s'améliorées,
<b>Autres commentaires et suggestions</b>	Les bénéficiaires doivent être impliqués suffisamment dans les projets de développement, il faut sensibiliser la population de la commune sur la bonne gouvernance locale, les devoirs du citoyen pour faire changer les mentalités, amener les acteurs de développement et la population à prendre conscience que le développement concerne tout le monde sans

	<p>attendre tout de l'Etat ; le gouvernement doit être à l'écoute de la population. Mettre en place des institutions qui peuvent gérées d'une manière transparente les ressources de la commune. Vulgariser les instruments d'orientation de la politique et actions publiques afin que chaque acteur de développement puisse s'en approprier et en utiliser. Elaborer un plan d'action de développement de la commune. Il faut que la décentralisation soit effective, inclure les communautés à la base dans tous les projets de développement, sensibiliser la population sur les droits et devoirs du citoyen, rendre régulièrement compte à la population de la gestion des ressources de la commune ; faire le suivi de la gestion des ressources de la commune. Initier des projets en tenant compte des besoins réels de la population bénéficiaire, rendre apolitique les institutions de l'Etat, ne pas confondre les actions de développement et la politique, il faudrait donc séparer nettement les deux aspects par des sensibilisations et formation. Il faut répertorier tous les acteurs et les responsabiliser, il faut abandonner certaines considérations qui sont obstacles aux actions de développement (par exemple c'est nous les autochtones ...) ; encourager ceux qui ont les terrains à construire.</p>
--	---

Domaines	Problèmes majeurs	Actions urgentes	Acteurs impliqués	Observations (Existence de projets précédents ou en cours)
<p><b>Gestion des ressources naturelles et protection de l'environnement</b>  <i>((élimination des ordures et déchets ménagers, des déchets industriels, végétaux et agricoles, organisation de la collecte, du transport, du traitement et de la disposition finale des déchets ; la collecte et le traitement des eaux usées ; la réglementation relative à la protection de l'environnement ; la gestion et l'entretien des bornes fontaines, des puits, des forages et des retenues d'eau, la distribution de l'eau potable ; la prévention des feux de brousse ; la gestion rationnelle des ressources forestières et halieutiques de la commune)</i></p>	<p>Déboisement, déforestation  Mauvaise gestion des ordures ménagères  Exploitation anarchique du gravier et sable sous les ouvrages d'art (ponts) ;  Feux de brousses tardifs</p>	<p>Renforcement des capacités des femmes fabricatrices de charbons de bois en AGR sans effets négatifs sur l'environnement ;  Créer un système de collecte et de gestion et de valorisation des ordures ménagères ;  Réglementer l'exploitation du gravier et du sable ;  Sensibilisation de la population sur la pratique des feux de brousse précoces</p>	<p>Commune ;  Population  Chefferie ;  Partenaires en développement ;  CVD</p>	

Domaines	Problèmes majeurs	Actions urgentes	Acteurs impliqués	Observations (Existence de projets précédents ou en cours)
<b>Santé, éducation, actions sociales et protection civile</b> ( <i>construction et gestion de dispensaires, des unités de santé de base et des dépôts pharmaceutiques, construction et gestion des écoles maternelles et primaires publiques, organisation et gestion d'activités d'assistance aux nécessiteux et de secours aux sinistrés, contribution à l'organisation de la protection civile et de la lutte contre les incendies, création et entretien des cimetières</i> )	Manque de bâtiments pour le préscolaire Insuffisance de locaux primaires et d'équipements ; Ecoles non électrifiées Insuffisance de formation des enseignants en psychopédagogie ;	Construire les bâtiments pour le préscolaire et le primaire ; Electrifier les écoles ; Equiper les écoles en matériel didactiques et d'administration	Populations ; ONG ; IEPP ; DRE ; Ministère	
<b>Actions sociales et protection civile</b> ( <i>construction et gestion de dispensaires, des unités de santé de base et des dépôts pharmaceutiques, construction et gestion des écoles maternelles et primaires publiques, organisation et gestion d'activités d'assistance aux nécessiteux et de secours aux sinistrés, contribution à l'organisation de la protection civile et de la lutte contre les incendies,</i> )	Le bureau de la Direction préfectorale est très exigü ; Inexistence d'une agence communale de solidarité ; Les populations de la commune sont victimes des calamités naturelles ; Difficulté de la garde transitoires des enfants victimes de trafic	Construire et équiper les bureaux adéquats pour la direction préfectorale ; Créer une Unité communale de secours d'urgence ; Sensibiliser la population sur la prévention et la gestion des catastrophes ; Construire et équiper un centre des enfants victimes de trafic et autres difficultés	Populations ; Autorités communales ; Action Sociale ; CDQ ; ONG ; DRAEP	
<b>Promotion de la femmes</b> ( <i>construction et gestion de dispensaires, des unités de santé de base et des dépôts pharmaceutiques, construction et gestion des écoles</i> )	La majorité des femmes sont analphabète ; Dépendance économique des femmes vis-à-vis des hommes ;	Créer des centres d'alphabétisation ; Redynamiser les centres d'alphabétisation en veillesse ;	Populations ; Autorités communales ; Action Sociale ; Promotion de la femme CVD, CDQ ;	

Domaines	Problèmes majeurs	Actions urgentes	Acteurs impliqués	Observations (Existence de projets précédents ou en cours)
<i>maternelles et primaires publiques, organisation et gestion d'activités d'assistance aux nécessiteux et de secours aux sinistrés, contribution à l'organisation de la protection civile et de la lutte contre les incendies,</i>	Faible implication des femmes dans les instances de prise de décisions	Intégrer l'approche genre dans les actions de développement ; Vulgariser les avantages de l'autonomisation et participation des femmes ; Renforcer les capacités des femmes ; Accorder un quota aux femmes dans les instances de prise de décision	ONG ;	
<b>Sports, loisirs, tourisme et actions culturelles</b> ( <i>réalisation et gestion des infrastructures sportives et de loisirs à statut communal, création, gestion et entretien des salles de spectacles et des parcs d'attraction, appui aux associations et aux clubs sportifs, création et gestion de bibliothèques et de centres communautaires, organisation de manifestations culturelles, promotion de la culture, sauvegarde du patrimoine local, promotion du tourisme et aménagement des sites touristiques d'intérêt local</i> )	Manque de terrain de jeu pour <i>handball</i> , Volleyball, basketball, tennis de table ; Manque de centre de jeunes ; Inexistence de parc d'attraction et jardin public ; Manque d'appui ou de sponsoring aux associations et clubs de jeunes ; Manque d'équipement de bibliothèques existantes ; Inexistence d'un centre communautaire ; Manque de cybercafé ou centre d'accès à l'internet ; Dévalorisation des sites touristiques existants ; Manque d'entretien des terrains de football	Construire des espaces de jeu ( <i>handball</i> , Volleyball, basketball, tennis de table) ; Construire un centre de jeunes ; Créer et aménager les espaces verts et jardins publics ; Equiper les bibliothèques existantes ; construire et équiper des centres multimédia et d'accès à l'internet ; Appuyer les structures en charge de la promotion des jeunes et de la culture pour meilleure prise en charge du secteur ; Aménager et entretenir les	Population ; Commune ; CVD, Chefferie, population ; ONG locales ; Partenaires techniques et financiers	

Domaines	Problèmes majeurs	Actions urgentes	Acteurs impliqués	Observations ( <i>Existence de projets précédents ou en cours</i> )
	existants ; Absence de salle de spectacle ; Manque de moyens pour l'organisation rationnelle des manifestations culturelles	sites touristiques existants ; Construire les centres communautaires et de spectacles		